





Rassemblement festif des opposants à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, il y a quelques années, avec José Bové... | OUEST FRANCE archives

**Le député européen propose la mise en place d'une Société des terres de Notre-Dame-des-Landes pour éviter un recours à la force. Il a transmis un dossier complet aux médiateurs.**

Si l'exécutif décide d'abandonner le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, que deviendrait la Zad ? Faut-il avoir recours à la force en mobilisant des centaines de policiers et gendarmes, ou existe-t-il une alternative ?

### Une « Société des terres de NDDL »

Opposé au transfert de l'aéroport, le député européen José Bové propose une solution « pacifiée » pour sortir de l'impasse : créer - comme au Larzac - une « Société des terres de NDDL », « structure juridique pour laquelle l'État pourrait signer un bail emphytéotique ».

Il estime qu'il faudra « deux ans de remise à plat juridique ». Ensuite, « l'État pourrait transférer ses propriétés à la société qui assume toutes les obligations du propriétaire, sauf le droit de vente, qui reste le monopole de l'État ». Société juridique composée de résidents, de paysans, d'élus locaux...

Un projet « permettant, dit Bové, de faire émerger d'autres formes d'agriculture », qui a été transmise à la mission médiation.

### « Retour à la circulation »

José Bové promet aussi un retour à la libre-circulation de la Zad. « Les naturalistes s'y sont engagés, je ne doute pas un seul instant que cela se fera. »



LAPRESSEENREVUE.EU

## Notre-Dame-des-Landes : les forces de l'ordre dans l'expectative

LE MONDE Par Rémi Barroux et Julia Pascual



Sur la départementale 281, accès principale à la ZAD, les résidents se préparent à l'annonce de la décision du gouvernement. STÉPHANE MAHÉ / REUTERS

Les forces de l'ordre continuaient d'arriver en nombre, mercredi 17 janvier, dans la région nantaise, tandis que le premier ministre, Edouard Philippe, annonçait l'abandon du projet de construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Maintenant que le scénario susceptible de déclencher une opposition massive de la ZAD et de ses soutiens est enterré, place à la négociation ? « C'est la phase de dialogue qui prévaut », confirme-t-on au ministère de l'intérieur. Le chef du gouvernement a ainsi déclaré mercredi que « les agriculteurs expropriés pourront retrouver leurs terres » et que « les occupants illégaux de ces terres devront partir d'eux-mêmes d'ici le printemps prochain ou en seront expulsés ». Une manière de temporiser.

Interviewé le soir même sur TF1, Edouard Philippe a précisé l'agenda du gouvernement : « Nous devons, si nous voulons respecter la loi, respecter la trêve hivernale. La trêve hivernale ça se termine le 30 mars. Nous pourrions constater le départ volontaire des occupants le 30 mars. Et si tel n'est pas le cas, nous commencerons à procéder aux expulsions. »

Si l'évacuation de la ZAD est ainsi repoussée, celle des trois routes qui la traversent semble plus imminente. Celles-ci « doivent être rendues à la libre circulation pour tous, a déclaré M. Philippe. Les squats qui débordent sur la route doivent être évacués, les obstacles retirés, la circulation rétablie. A défaut, les forces de l'ordre procéderont aux opérations nécessaires. » Sur TF1, il a précisé que cette libération des axes devrait « intervenir dans quelques jours ». Sur CNews, jeudi matin, le ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, a indiqué s'être fixé comme date butoir « la fin de semaine prochaine ».

### La « route des chicanes »

Le cadre ainsi posé permet au gouvernement de mettre en scène le rétablissement de son autorité, tout en désamorçant la contestation. Il offre aussi aux occupants de la ZAD l'opportunité d'agir et d'éviter qu'une intervention des forces de l'ordre ne soit ordonnée. Les conditions semblent d'ailleurs être réunies avec l'abandon du projet et l'annonce par Edouard Philippe que la déclaration

d'utilité publique « deviendra caduque le 8 février prochain ». En renonçant à sa demande de prorogation, le gouvernement écarte toute possibilité d'engager des travaux sur la ZAD. Un point essentiel pour les associations d'opposants, qui en avaient fait une condition pour dégager la route départementale 281, l'une des routes qui traversent la zone, reliant le carrefour des Ardillières au bourg de La Paquelais, sur la commune de Vigneux-de-Bretagne. C'est notamment là qu'eurent lieu, à l'automne 2012, certains des affrontements les plus violents, lors de l'opération « César » lancée par le gouvernement Ayrault. Et c'est sur cette route, rebaptisée « route des chicanes », que sont toujours concentrés, sur quelque trois kilomètres, de nombreux obstacles, barricades, fossés, carcasses de voitures, pneus...

La D281 sera le symbole de la reconquête de l'espace public par l'autorité. Les opposants le savent bien, eux qui ont, à plusieurs reprises en 2017, commencé à la nettoyer. L'Association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport (Acipa), comme l'Association de défense des exploitants concernés par l'aéroport (Adeca), qui regroupe les agriculteurs, se disent aujourd'hui prêts à dégager elles-mêmes l'axe. « On est capable de le faire, il n'y a pas besoin d'intervenir, insiste Sylvain Fresneau de l'Adeca. Nous rendrons une route toute propre à la collectivité. » Le grand mirador qui surplombait le bocage, star des médias, a ainsi déjà disparu.

Dans la ZAD, la situation évolue très vite. Une mobilisation des agriculteurs et des occupants volontaires pourrait avoir lieu dès ce week-end pour intensifier ce travail de nettoyage de la route. Côté préfecture, on a fait passer le message : il faut des signes concrets au cours de la semaine prochaine.

### Quelque 500 gendarmes à proximité de la ZAD

C'est dans cette situation d'attente qu'ont été placées les forces de l'ordre mercredi. En plus des six compagnies républicaines de sécurité, soit entre 400 et 500 CRS, présentes à Nantes et Rennes, deux villes dans lesquelles des troubles à l'ordre public sont redoutés, sept escadrons de gendarmes mobiles, soit quelque 500 militaires, sont d'ores et déjà présents à proximité de la ZAD. Parmi eux figurent des gendarmes du groupement blindé, qui conduisent des véhicules blindés, notamment ceux dits à roues lame, prévus pour dégager les axes. Ces effectifs devaient, à partir de jeudi, entamer un « contrôle » de la zone, en vue, notamment, d'éviter l'arrivée de militants ou de moyens lourds tels que des tracteurs, qui viendraient éventuellement en renfort des quelque 300 personnes vivant dans la ZAD. En se positionnant aux intersections et en réalisant des contrôles, les militaires veulent empêcher cette convergence, dont l'hypothèse semble toutefois s'éloigner compte tenu de l'abandon du projet d'aéroport.

D'autres unités de gendarmes mobiles devaient cependant arriver sur la zone dès vendredi. Mais la prévision de 20 à 30 escadrons initialement établie pour une évacuation de la ZAD, désormais repoussée à l'horizon du printemps, n'est-elle pas rendue de facto caduque ?

Place Beauvau, on parle d'une « montée en puissance progressive, en fonction de l'évolution de la situation ». « On ne connaît pas encore bien les phases d'engagement, convenait, mercredi soir, Frédéric Le Louette, président de

l'association professionnelle de gendarmes GendXXI. Mais ce qui nous inquiète, c'est de fixer les gendarmes sur des opérations de contrôle pendant longtemps, en attendant d'évacuer la zone. On souhaite que les choses aillent vite. Plus on place des gendarmes près de la ZAD, plus on prend le risque qu'ils soient pris à partie. » La mobilisation de tels moyens humains est en outre coûteuse. Un militaire fait aussi remarquer que si les gendarmes devaient dégager les axes routiers, sans évacuer l'intérieur de la ZAD, leur action risquerait d'avoir un résultat nul : « Il ne faut pas se précipiter pour débayer les routes parce qu'on ne pourra pas maintenir un dispositif conséquent jusqu'à une éventuelle évacuation au printemps. »

[lemonde.fr/planete](http://lemonde.fr/planete)

## II) Aurélie Filippetti rejoint le mouvement de Benoît Hamon

Par Sophie de Ravinel



Aurélie Filippetti et Benoît Hamon. MARTIN BUREAU/AFP

**INFO LE FIGARO - L'ex-candidat du PS à la présidentielle a annoncé lundi soir à ses proches le soutien de celle qui fut l'une de ses porte-parole durant la campagne.**

Depuis quelque temps, les proches de Benoît Hamon annonçaient le ralliement d'un ancien ministre. Ce sera donc Aurélie Filippetti. L'ex-candidat socialiste à la présidentielle l'a annoncé lundi soir lors de la réunion hebdomadaire de la direction du mouvement Génération.s. Filippetti, qui consacre aujourd'hui une partie de son temps à l'enseignement - à Sciences Po et à l'école de journalisme ESJ Paris - a été exclue temporairement du PS pour avoir soutenu un candidat dissident à gauche aux sénatoriales. «J'ai pris 18 mois ferme pour un mot de soutien. Pour moi, c'est la preuve que ce parti est totalement discrédité sur tout un tas de choses», avait-elle regretté sur France Bleu fin décembre. «Je préfère désormais tourner complètement cette page et quitter définitivement le parti socialiste».

Interrogée mercredi par Le Figaro, elle ne souhaite pas s'étendre sur «le début d'un processus» mais reconnaît sa volonté de reconstruire, avec Benoît Hamon et «d'autres leaders européens», un «idéal de gauche» qui «dépasse les anciens partis». «La page du PS s'est tournée seule après ce qui s'est passé lors du précédent quinquennat», explique-t-elle. Aurélie Filippetti reconnaît des qualités «de courage, de vérité et de légitimité» à Delphine Batho, candidate à la tête du PS. «Mais, regrette-t-elle, puisque tous les militants sont partis du PS, il ne

reste plus que quelques élus n'ayant aucun intérêt à vouloir reconstruire autre chose que ce qui existe...»

### 50.000 adhérents revendiqués

Proche de Benoît Hamon, l'ex-député PS Pascal Cherki se réjouit de cette arrivée. «Aurélie est une personne de qualité, c'est une très bonne chose pour nous». «D'autres devraient suivre», indique-t-il, assurant que ces ralliements se font «sur la base d'une adhésion politique». «Plus des deux-tiers de nos membres en sont à leur premier engagement politique», indique par ailleurs Cherki, avançant le chiffre de 50.000 adhérents. Génération.s, qui cherche un local dans Paris, devrait bientôt communiquer un organigramme provisoire de direction.

Le numéro deux du PS de Haute-Garonne, Christophe Lubac, a lui aussi rejoint le mouvement. «Après 18 ans d'engagement et de militantisme au sein du Parti socialiste, a-t-il indiqué dans une tribune à La Dépêche publiée le 15 janvier, j'ai pris la décision, lourde de sens, de le quitter et de m'investir pleinement au sein de Génération.s. Je le fais sans rancœur, mais avec un sentiment de nécessité et d'urgence politique».



Sophie de Ravinel  
Auteur - Sa biographie

LE FIGARO.fr

## III) Et si la vie politique française ralentissait?

Gaël Brustier

**2017 s'annonçait ennuyeuse: elle s'est révélée riche en surprises. Un président inconnu il y a trois ans élu. Le PS balayé, la droite marginalisée... Les choses sont allées très vite. Et si désormais, le rythme de la vie politique se calmait?**



Slow down. | Ludovic Marin / POOL / AFP

2017 a été l'année de toutes les surprises. L'élection présidentielle a vu le candidat du Parti socialiste s'effondrer à 6%, celui de la droite parlementaire éliminé au premier tour et deux candidats s'imposer - l'un depuis le centre, l'autre depuis la gauche radicale - comme candidats de forces dynamiques et émergentes. Dans le même temps, le Front national enregistré un nombre

record de suffrages et voyait sa candidate contestée dans son aptitude à gouverner un jour le pays. Tout est allé si vite.

### Flashback

Le régime politique de la Ve République était en crise. Emmanuel Macron, depuis son bureau de conseiller à l'Élysée puis de ministre de l'Économie et des Finances, avait saisi l'impasse dans laquelle se trouvaient les partis de gouvernement. Un temps, Jean-Christophe Cambadélis nourrit l'espoir qu'Emmanuel Macron lance un mouvement politique supplétif du PS au sein de la «Belle Alliance Populaire».

Las, le système partisan était trop vermoulu pour que le ministre ne voit pas l'extraordinaire fenêtre d'opportunité qui s'ouvrait devant lui. Le PS était plus fragile que jamais. Le cœur de son électoral était en passe de voler en éclats. L'imposante cohorte d'élus territoriaux ne lui garantissait plus que des succès locaux tandis que son éclatement en baronnies rivales devenait d'autant plus imminent que sa dénationalisation se confirmait.

À l'autre bout de la gauche, Jean-Luc Mélenchon entrevit également cette fenêtre d'opportunité et put concevoir une campagne électorale qui, développant le signifiant «Français» et «Insoumis», pourrait rassembler loin au-delà de son camp de 2012.

Tout allait aller très vite.

### Deux quinquennats qui ébranlèrent la Ve République

2017 pourrait cependant avoir clos une séquence ouverte avec la crise de 2008 et de deux quinquennats de crise du régime révélée par des présidences perçues comme erratiques. Les livres de deux journalistes du Monde à propos de François Hollande ou d'un proche conseiller de Nicolas Sarkozy, Patrick Buisson, achevèrent d'ôter à la fonction présidentielle sa qualité de clé de voûte du régime.

De plus en plus indifférenciées, les politiques menées étaient de moins en moins légitimées par des responsables politiques précipités dans les limbes de l'immédiateté et d'une frénésie de débats secondaires, voire dangereux, comme ceux sur l'identité.

En quelques mois, dopée par les révélations du Canard enchaîné et des primaires marquées par un entre-soi sociologique paroxystique, la crise du bipartisme gagnait inexorablement. Le système partisan de la Ve République devait s'effondrer sur lui-même. Mis à terre et fracassé.

Plusieurs blocs électoraux devaient émerger au premier tour de l'élection présidentielle. Un quadrige partisan se substituait au traditionnel système bipartisan faisant alterner les héritiers de l'entente gaullistes-Indépendants d'un côté et le PS héritier du PS d'Épinay et ses alliés de l'autre.

### La fermeture de la fenêtre d'opportunité: une restauration?

Seulement voilà: ces grandes manœuvres sont derrière nous. La fenêtre d'opportunité s'est refermée. Emmanuel Macron n'a pas bâti un parti centriste. Il semble en passe de conquérir la centralité.

La crise de régime n'est pas terminée mais elle est figée. Quiconque s'avance sur ce terrain s'avance dans les «neiges de Russie» politiques qu'est devenu le contexte politique français et européen.

Ailleurs, en Europe, on assiste à une forme de ralentissement quand ce n'est pas de restauration des régimes politiques en place. En Espagne, Podemos semble condamné au surplace. Les fondamentaux du régime (axe gauche droite, centre/périphérie) ont été ravivés. Le mouvement de Pablo Iglesias est crédité de 16%. Le congrès de Vistalegre II a accéléré le plongeon dans une impasse et contribué à restaurer un régime pourtant fragilisé comme jamais après 2011. En Italie, on assiste à un retour de Berlusconi digne de L'automne du patriarcat. Préemptant tous les sujets sociaux, le Cavaliere s'apprête à revenir, clopin-clopant, au Palais Chigi. La Seconde République revient en force alors que les populistes du M5S s'apprêtaient à partir à sa conquête. En Autriche, la mue de la conservatrice ÖVP s'est adjointe le FPÖ. Le régime, dopé par l'option danubienne de sa classe politique, semble avoir digéré le FPÖ.

#### Où en est-on?

Quadrige partisan et tripolarité dessinent le nouveau paysage politique français. Comme l'a montré Pierre Martin, l'un des meilleurs électoralistes français, professeur de science politique à Grenoble, Emmanuel Macron a réussi à rassembler un pôle centriste, libéral et optimiste quant à l'évolution globale de l'économie et de la société.

Le bloc de gauche obtient moins de 28%. Le PS est marginalisé tandis que la France Insoumise s'installe de façon spectaculaire dans notre vie politique, parvenant à attirer l'attention depuis les dix-sept sièges à la gauche de l'hémicycle du Palais Bourbon.

À droite, FN incapable de gouverner et LR mis en péril à leur gauche et concurrencés sur leur droite par le parti des Le Pen, forment un bloc électoral droitier. Reste à ce pôle «conservateur identitaire», pour reprendre l'expression de Pierre Martin, à s'organiser.

#### Crise de régime figée ou restauration?

Les fondamentaux du régime de 1958 sont triomphalement réaffirmés: présidence «restaurée», parlementarisme non plus rationalisé mais relégué, élites techniciennes à l'apogée de leur pouvoir, logique issue de l'Acte Unique et Maastricht au cœur de l'action européenne. Les partis classiques, liquidés ou amoindris, tentent de survivre. Des mouvements aux contours flous leur ont succédé.

Cette stabilisation risque de durer. La crise de régime et une configuration électorale plastique ne pourrait voir de nouveau le jour que si une crise économique et financière survenait, ou si la crise politique en germe sur la question de l'euro se faisait jour.

En attendant, l'équilibre des forces garantit une certaine stabilité à la Ve République et, en particulier, à la présidence Macron. Pour un temps au moins, la crise de régime est terminée. Dès lors, les membres de ses oppositions n'ont plus qu'une question à se poser: que faire?



Gaël Brustier (121 articles)  
Chercheur en science politique



## IV) Pôle emploi : voici comment les chômeurs sont contrôlés aujourd'hui

Par Anthony Cortes



Emmanuel Macron ayant promis une réforme de l'assurance chômage, les négociations entre partenaires sociaux viennent de démarrer. Un des objectifs brandis par le gouvernement : durcir le contrôle des inscrits à Pôle emploi. Pourtant ils sont déjà surveillés. Voici comment.

Les chômeurs dilettantes, une petite musique qui est revenue avec l'arrivée de la Macronie au pouvoir. Au cours de sa campagne présidentielle, Emmanuel Macron avait fait du contrôle plus strict des personnes sans emploi l'élément clef de sa réforme promise de l'assurance chômage. Dont le coup d'envoi a été donné jeudi 11 janvier, avec le début des discussions entre syndicats et patronat qui doivent, d'ici au 15 février, négocier la réforme de l'Unédic sur la base de la feuille de route du gouvernement.

L'horizon dessiné par le chef de l'Etat est clair, comme il l'a encore martelé lors de son interview sur TF1 en octobre dernier : "Il faut qu'on s'assure qu'ils recherchent bien de manière active un emploi. Il faut vérifier les efforts qui sont faits, et vérifier que ce n'est pas un multirécidiviste du refus ».

#### A Pôle emploi, 200 contrôleurs à temps plein

A croire qu'aucune surveillance n'existe aujourd'hui. Pourtant, un dispositif de "contrôles généralisés de la recherche d'emploi" existe bel et bien, en particulier depuis deux ans. Fin 2015, François Rebsamen, ministre du Travail, pousse Pôle emploi à mettre en place des équipes de contrôleurs ayant pour mission de s'assurer du respect de la loi du 1er août 2008 relative aux droits et devoirs des demandeurs d'emploi. Jusqu'alors, c'était aux conseillers d'agence de veiller à ce que les demandeurs d'emploi s'y conforment.

Cette loi, portée sous Nicolas Sarkozy par le secrétaire d'Etat à l'Emploi, un certain Laurent Wauquiez, indique déjà : "Est radiée de la liste des demandeurs d'emploi, la personne qui : soit ne peut justifier de l'accomplissement d'actes positifs et répétés en vue de retrouver un emploi, de créer ou de reprendre une entreprise. Soit, sans motif légitime, refuse à deux reprises une offre raisonnable d'emploi".

Concrètement, pour éviter une radiation, le demandeur d'emploi doit prouver tout au long de son parcours qu'il est en "recherche active", en le justifiant par des "copies de candidatures" à fournir lors des convocations de son conseiller. Il ne peut pas par ailleurs dire non plusieurs fois à un poste qui convient aux critères définis au moment de son inscription : ordre de salaire,

temps partiel ou temps complet, localisation... C'est ce qui se cache derrière la fameuse expression "offre raisonnable d'emploi". Si, enfin, la personne est au chômage depuis au moins six mois, elle ne peut refuser plusieurs fois sur motif géographique des postes qui se trouvent à moins d'une heure de son domicile.

Si le demandeur d'emploi enfreint ces règles, il risque une radiation de 15 jours à 6 mois selon le degré des manquements ou leur répétition. Par exemple, si c'est la première fois qu'il est repris par la "patrouille" pour "incapacité à justifier ses recherches d'emplois", il sera radié 15 jours mais s'il refuse deux offres "raisonnables" d'emploi, ce sera 2 mois. Dans les deux cas, si c'est une récidive, la sanction peut aller jusqu'à 6 mois.

#### Près de 300.000 demandeurs d'emplois contrôlés

Un peu plus de deux ans plus tard, Pôle emploi a publié son bilan de ces contrôles renforcés. En tout, 270.000 personnes ont été contrôlées depuis la fin 2015 (on ne connaît pas en revanche la tendance par année). Ce qui représente 4,6% des personnes actuellement tenues de rechercher un emploi, toutes catégories confondues. Et au bout du compte, 38.000 inscrits ont été radiés, soit 14% des contrôlés, pour une durée de 15 jours à 6 mois.

Une fois cette sanction purgée, libre à chacun de se réinscrire à Pôle emploi. Mais si les radiés ne le font pas, ils ne toucheront plus leur allocation... et n'apparaîtront plus dans les statistiques. S'il se réinscrit, un accompagnement renforcé leur est proposé pour les remobiliser, solution choisie dans 20% des cas.

Ces résultats ont été obtenus par la mobilisation de 215 contrôleurs dans toute la France. Si la promesse de campagne d'Emmanuel Macron est respectée, il pourrait y en avoir 1.000 d'ici à quelques mois, soit cinq fois plus.

*"Il y a une infime minorité de fraudeurs, de profiteurs"*

"C'est mettre en place beaucoup de critères et de moyens pour pas grand chose, regrette Jacqueline Balsan, présidente du Mouvement national des chômeurs et précaires (Mnccp). L'énorme majorité des chômeurs recherche un emploi. Il y a une infime minorité de fraudeurs, de profiteurs". Les chiffres de Pôle emploi lui donnent raison puisque parmi les personnes radiées, 60% n'étaient de toute façon pas indemnisées. "C'est une politique contre-productive, ajoute la représentante du Mnccp. En les montrant comme suspects, on les démobilise alors qu'ils ont besoin d'être accompagnés. La suspicion ne crée pas d'élan".

Sur ce dernier point, Jean-Manuel Gomes, élu CFDT à Pôle emploi, pense différemment. "Par expérience personnelle et en me basant sur certains retours, je sais que le fait d'être contacté par un contrôleur provoque chez le demandeur d'emploi un questionnement, voire une remobilisation, tempère-t-il. C'est toute l'efficacité du dispositif. De plus, un rappel à l'ordre peut amener à reprendre contact avec son conseiller, c'est le premier pas vers un retour à l'emploi". Encore faut-il que derrière les moyens de contrôle, ceux de remobilisation soient aussi renforcés.

## V) Hôpital en crise : le cri d'alarme de mille médecins et cadres de santé

Par la rédaction d'AlloDocteurs.fr, avec AFP

**Un collectif de mille médecins hospitaliers et cadres de santé s'alarme de la "nouvelle cure de rigueur budgétaire" imposée aux hôpitaux et dénoncent une "baisse de la qualité des soins", dans une tribune publiée par Libération.**



Hôpital en crise : le cri d'alarme de mille médecins et cadres de santé

Avec 1,6 milliard d'euros d'économies à réaliser en 2018, le budget des hôpitaux n'augmentera que de 2%, soit moitié moins que leurs charges, rappellent les signataires de la tribune lancée par les professeurs André Grimaldi, Jean-Paul Vernant et le docteur Anne Gervais.

*Depuis 2005, le financement public des établissements de santé dépend du nombre de séjours enregistrés et des actes pratiqués par les médecins. Ainsi, à chaque acte médical correspond un prix bien spécifique. C'est la tarification à l'activité, ou T2A. Ce système a engendré une course à l'activité, amenant certains établissements à réaliser des actes médicaux inutiles, tout en gardant les patients le moins longtemps possibles sur site.*

"Les hôpitaux sont donc condamnés à augmenter sans cesse leur activité tout en réduisant le nombre de leurs personnels", expliquent-ils. "Ce « toujours plus avec toujours moins » entraîne une dégradation des conditions de travail, provoquant épuisement et démotivation des soignants et en conséquence, une baisse de la qualité des soins", estiment les professionnels hospitaliers.

### Limiter la place de la T2A à certains soins

Saluant la volonté de la ministre de la Santé Agnès Buzyn de revoir le mode de financement des hôpitaux, qui repose sur la tarification à l'activité (T2A, voir encadré) et a, selon les propos de la ministre, "fait croire à l'hôpital public qu'il devait se sentir une âme d'entreprise", ils exposent leurs conditions à "l'amélioration de la pertinence des soins". Parmi elles, la limitation de la place de la T2A "aux soins standardisés et programmés", ou la mise en place d'autres modes de financements "pour les soins non standardisés et non programmés".

Les signataires appellent également à maintenir "dans chaque unité de soin un taux de soignants présents permettant de garantir la sécurité des patients et la qualité des soins", en modulant l'activité "[lorsque] ces conditions ne sont pas

remplies", "sans que cela n'entraîne de suppression automatique de personnels ».

"François Hollande avait promis l'abandon du « tout-T2A », Emmanuel Macron a fait la même promesse", rappellent les signataires. "Il faut maintenant agir vite avant qu'il ne soit trop tard". Malaise ambiant dans la profession

Parallèlement à la publication de cette tribune, un "Grenelle de l'hôpital" a été réclamé par voie de communiqué par deux intersyndicales de praticiens hospitaliers (Avenir hospitalier et CPH) dénonçant une situation hospitalière "explosive". En 10 ans, "la souffrance au travail est devenue un lieu commun à l'hôpital public", déplorent-elles. Selon elles, les "problèmes rencontrés" au CHU de Grenoble, épinglés dans un rapport commandé par le ministère après le suicide d'un neurochirurgien début novembre, "existent partout ailleurs".

De leur côté, une pétition lancée le 14 janvier par les urgentistes Patrick Pelloux, Christophe Prudhomme et Sabrina Ali Benali récoltaient plus de 25.000 signatures en deux jours. Les signataires y dénoncent "l'insuffisance des effectifs et des moyens" dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) et dans les service d'aide à domicile.

avec AFP

[alldocteurs.fr](http://alldocteurs.fr)

## VI) La photographe bordelaise Ann Cantat-Corsini s'est éteinte à 47 ans

par Stéphane C. Jonathan.



L'artiste Ann Cantat-Corsini s'est éteinte ce mardi 16 janvier, après un combat courageux de plusieurs mois contre la maladie. Emma Guizerix

### La photographe bordelaise est décédée ce mardi à Bordeaux, à l'âge de 47 ans

L'artiste Ann Cantat-Corsini s'est éteinte ce mardi 16 janvier, après un combat courageux de plusieurs mois contre la maladie. Elle avait 47 ans. Photographe, plasticienne et cinéaste, elle est depuis le 2 novembre à l'honneur à l'Institut Culturel Bernard-Magrez à Bordeaux (1).

Récompensée par le Prix d'Excellence en 2016 lors de la remise du premier Grand Prix Bernard Magrez, son œuvre « L'Aurore des Temps » est au cœur de « Respirer », grande exposition

photographique sur le thème du paysage, où l'artiste dialogue avec la nature et dessine son âme.



"L'Aurore des Temps" Crédit photo : Ann Cantat-Corsini

### Mythologies mexicaines

Éveillée très jeune à l'art par la peinture impressionniste, Ann Cantat-Corsini a travaillé pendant plusieurs années dans le monde du cinéma. Régisseuse sur « Jeanne d'Arc » de Luc Besson, assistante à la mise en scène sur « Total Kheops » « La bande du Drugstore » ou aux côtés de Michel Spinoza et de Bruno Dumont, elle apparaît aussi dans « Indigènes » de Rachid Bouchareb.

En 2010, elle est présente aux Rencontres d'Arles, au Carrousel du Louvre à Paris, expose à la Fabrique Pola et à la Base sous-marine de Bordeaux... À travers le monde, elle capte la vie dans les rues de Shanghai, du Caire ou du Burkina Faso, témoigne de l'élection de Nelson Mandela en Afrique du Sud, encapsule la lumière du Maroc ou raconte en images les mythologies mexicaines. Ultrasensibilité

Mue par la passion et l'amour de la poésie, c'est une personnalité entière et sans concession, animée par un vrai sens de l'empathie autant qu'une ultrasensibilité. Elle imprime son regard d'artiste sensible et humaniste sur plusieurs films moyens-métrages : « la Clairière des Aubiers » est projeté sur la façade d'un immeuble de la cité bordelaise, « Chennaiïwood » la voit se mêler aux foules cinéphiles et indiennes de Madras, « El Cuadro Poema », dialogue avec un fantôme aimé, lors de la traditionnelle Fête des morts au Mexique.

Auteure de performances remarquées, comme les « Trônes d'Asphaltes », avec Emma Guizerix, à Bordeaux lors de la biennale Agora 2014, Ann Cantat-Corsini aimait associer ses images aux mots des poètes contemporains, comme Claude Faber (« C'est l'ombre qui dit ») ou Thézame Barrême (« Tombée sur ta lettre », publié fin 2017).



"Trônes d'Asphaltes" Crédit photo : Ann Cantat-Corsini

